

Les sciences sociales dans les pays arabes : cadre pour une recherche*

*Ali EL-KENZ***

Sous une apparente unité, les savoirs dans les sciences sociales dans les pays arabes sont multiples. Les idées, les savoirs formalisés circulent à travers les associations savantes, les rencontres, colloques et séminaires, mais aussi et de plus en plus les publications, les grands journaux, les médias. C'est cette configuration tout à fait originale qui peut nous autoriser à parler ici de sciences humaines et sociales arabes mais aussi nous oblige à percevoir les principales divisions qui les structurent.

Le monde arabe tient essentiellement sa relative identité de la langue, de la religion largement dominante, l'Islam, et d'un patrimoine historique commun, l'ancienne civilisation arabo-musulmane. Cette identité est en elle-même problématique, atypique même : le lexique arabe a plusieurs notions pour la désigner selon que l'on insiste sur la langue, la religion ou l'unité politique et d'ailleurs, chacune de ses significations est à son tour liée à des institutions, des associations, y compris de recherche, des partis politiques, des formes de mobilisation et d'identification collective.

Tout en étant effective cette unité reste limitée à l'ordre du symbolique et du culturel, et n'est adossée pratiquement à aucune réalité institutionnelle : les échanges économiques entre les pays de cette région sont insignifiants, les solidarités politiques et diplomatiques inconsistantes, et évidemment les relations scientifiques entre les différents pays et les différentes universités pratiquement nulles¹. Pourtant les idées, les savoirs formalisés circulent à travers les associations savantes, les rencontres, colloques et séminaires, mais aussi et de plus en plus les publications, les grands journaux, les médias.

C'est cette configuration tout à fait originale qui peut nous autoriser à parler ici de sciences humaines et sociales arabes mais aussi nous oblige à percevoir les principales divisions qui les structurent.

* Ce texte de El Kenz Ali, propose des lignes d'analyse pour étudier les sciences sociales, les communautés scientifiques, les styles de recherche dans les pays arabes.

** Sociologue, professeur, Université de Nantes, membre du conseil de la revue *Insaniyat* du CRASC.

¹ Les coopérations scientifiques entre les quatre pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte) ne dépassent pas les 3% selon la dernière étude de l'IRD : "L'état des sciences en Afrique", Paris, 2002

Trois grands groupes de pays se différencient nettement les uns des autres.

♦ Les pays, en majorité pétroliers, du Golfe, qui ont adopté, dès leurs indépendances, des politiques de recherches scientifiques fortement inspirées du modèle anglosaxon : universités d'élites, programmes de recherche très ouverts sur l'extérieur (USA et GB) en sciences exactes, mais relativement fermés en sciences humaines et sociales, financés à la fois par les Etats et les fondations privées (nombreuses dans cette région) et développant une science pragmatique étroitement connectée aux besoins des pays : chimie, biotechnologie, informatique, sociologie au sens d'ingénierie sociale, philosophie islamique, économétrie. On ne sait pratiquement rien de ces pays, dans le domaine de la recherche scientifique, tout au moins en sciences sociales.

♦ Les pays du Machreq (Egypte, Irak, Syrie, Liban) ont mis en place des universités de "masses" devant accompagner les modèles de développement de type "fordien". Ces modèles ayant, pour de multiples raisons, échoué, les recompositions des systèmes éducatifs et des politiques de recherches scientifiques sont intervenues dans la précipitation, entraînant des effets que nous retrouvons dans certains pays d'Amérique latine mais avec des particularités propres à la configuration de la région. Les pays du Golfe ont attiré un grand nombre d'universitaires et de chercheurs, surtout du Moyen-Orient tandis que le redéploiement des programmes de recherches en fonction des demandes des nouveaux bailleurs de fonds (Banque mondiale, fondations occidentales, ONG, ..) ont favorisé les activités d'expertise et de consultance ; ces nouvelles dynamiques ont fini par affaiblir les hiérarchies académiques et disciplinaires au profit de réseaux clientélistes mercantiles.

♦ Les pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc) présentent un spectre plus nuancé. La privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche est bien moins prononcée que dans certains pays du Moyen-Orient, tandis que l'attrait des pays du Golfe et « l'effet expertise » restent limités. Mais ce qui caractérise le plus la situation des SHS ici, réside dans la relative unité des méthodes, des problématiques et des références en oeuvre. Le capital scientifique européen, notamment français, continue d'être fortement sollicité, en particulier dans les disciplines « mères » comme le droit, l'histoire, la philosophie ou la sociologie, un peu moins en psychologie ou en économie ; une recension des ouvrages occidentaux traduits en arabe le montrerait d'ailleurs aisément. Le profil de ce qui reste des communautés scientifiques

fortement affaiblies par les restrictions budgétaires des Etats se maintient tant bien que mal : le pouvoir symbolique des grandes universités, même érodé, n'a pas disparu, les contraintes, les hiérarchies et les valeurs académiques restent agissantes ; l'autonomie de la recherche et la posture critique qu'elle présuppose résistent encore aux pressions du marché de l'expertise et de l'autoritarisme politique.

Par ailleurs, une diaspora scientifique maghrébine importante réside aujourd'hui en Europe, notamment en France, elle commence à s'organiser, souvent pour venir en aide aux nouveaux arrivants mais aussi aux centres de recherches du pays d'origine. Pour les scientifiques du Moyen-Orient, notamment égyptiens, libanais et soudanais, la mobilité s'est orientée sur deux marchés internationaux : les pays du Golfe qui commencèrent dans les années soixante la construction de leur système universitaire et les pays anglo-saxons, notamment les USA et la Grande Bretagne qui absorbèrent une partie des personnes hautement qualifiées de ces pays.

Ces grands traits peuvent nous aider à dessiner des profils de chercheurs et des styles de communautés scientifiques qui se côtoient et parfois se croisent selon les combinaisons les plus variées : le militant, l'académique, le pragmatique, le consultant, constituent une palette de postures socio-cognitives révélatrices de la situation des sciences sociales et humaines dans le monde arabe contemporain. Bien entendu, la combinaison variera à son tour selon la discipline et le pays.

Du point de vue des langues de la recherche, le français est dominant au Maghreb, l'anglais dans les deux autres groupes ce qui n'a pas manqué, évidemment, d'avoir une influence notable, sur l'insertion des chercheurs dans les réseaux internationaux, mais aussi sur des styles de sciences et de recherches. L'adaptation des pays arabes "anglophones" aux nouvelles logiques d'inspiration anglo-saxonne est plus aisée que celle des pays maghrébins. Dans tous les cas, l'élément linguistique a joué un rôle important dans la formation de ces minis espaces régionaux scientifiques que les expériences nationales elles-mêmes. On peut prévoir d'ailleurs, qu'avec la diminution de l'usage du français dans la littérature scientifique mondiale, l'influence de ce facteur aura tendance à diminuer et les "empathies" liées aux modèles seront plus efficaces. D'autant plus que l'arabisation d'une partie des scientifiques maghrébins aura contribué, de son côté, à atténuer l'effet de langue sur la pratique de la recherche. Quoiqu'il en soit, les "querelles linguistiques" occupent dans ce groupe, une place importante dans la constitution des communautés scientifiques, la "mondialisation" accélérant le "défrancisation" de

l'enseignement universitaire, au profit de l'anglais et avec le soutien des élites politiques arabophones.

Pour les groupes, les références au passé scientifique brillant de la civilisation arabo-islamique restent fortes ; elles constituent pour l'analyste un thème d'investigation intéressant. Quelles sont ses références ? Comment jouent-elles sur les motivations et les valeurs des acteurs, notamment les fondations privées qui participent au financement des projets ? Quels types de projets trouve-t-on, etc.. ? On parle même d'une "science islamique" que l'on présente à la fois comme une reprise de l'héritage ancien et comme un défi à la civilisation occidentale. On n'est pas alors étonné de voir les courants post-modernistes issus des USA comme l'ethnométhodologie, ou l'anthropologie geertzienne ou même la philosophie de "la déconstruction" derridienne faire de nombreux émules parmi les chercheurs de ces pays. Le relativisme absolu ou restreint que ces courants véhiculent légitime en quelque sorte le désir d'échapper à l'évolutionnisme occidental sans tomber sous les critiques acerbes des modernistes. Les conflits entre les deux courants s'élargissent ici aux milieux intellectuels et politiques selon une amplitude qui varie selon les sous-régions : Moyen-Orient, pays du Golfe, Maghreb mais aussi selon les disciplines.

Etat des lieux

Les dernières recensions du nombre d'étudiants dans les pays arabes² donnent approximativement le chiffre de 3 millions, dont 1,4 million pour la seule Egypte, 600 mille pour l'Algérie, 300 mille pour le Maroc 200 mille pour la Syrie et la Tunisie, 150 mille pour l'Arabie Saoudite, 130 mille pour le Liban, 100 mille pour le Soudan, 60 mille pour la Libye. Mais tous les pays, y compris les plus petits sont aujourd'hui dotés de plusieurs universités dont certaines sont consacrées, partiellement, à l'enseignement des sciences humaines et sociales (Jordanie, Palestine, Qatar, Koweït, Yémen, etc..) Nos observations concernent principalement les pays à forte concentration universitaire et quelques universités de ces pays où ces disciplines sont anciennes et fortement représentées.

Dans tous les pays, les universités en question, à quelques très rares exceptions comme celles d'El Azhar en Egypte, El Karawouïine au Maroc et Ez Zitouna en Tunisie, sont de créations récentes, de l'époque coloniale ou juste après la décolonisation. On a ainsi plusieurs strates

² Cf. The World of Learning.

dans le temps historique qui correspondent à des ruptures : "décadence", colonisation, nahda, libération nationale, développement...et mondialisation.

La première strate est celle des 3 universités léguées par l'ancienne civilisation arabo-islamique et dont l'une d'entre elles, et la dernière, Al Azhar, créée en 977 M, est restée très active avec aujourd'hui 185 000 étudiants, soit la plus importante en effectifs étudiants du monde arabe.

La deuxième strate est celle des universités créées durant la période coloniale : Alger 1870, Damas 1903, Omdurman (Soudan) 1912, St-Joseph (Liban) 1875, l'Université Américaine de Beyrouth 1866 et l'Université Libanaise Américaine (1924), l'université du Caire 1908³ et l'Université Américaine du Caire (1919).

La troisième strate apparaît dans les années cinquante en pleine effervescence anticolonialiste : Aïn Chams 1950, Alexandrie 1942, Assiut 1957, L'Université libanaise 1951, l'université arabe de Beyrouth 1960, Kaslik en 1950, Bagdad 1957, Basra et el Mustansiriya en 1964, Khartoum et Nylan University en 1955, Ibn Seoud (Riyadh) en 1953, Medina en 1961, Fahd en 1963, Garyounis (Benghazi) en 1955, Al Fateh (Tripoli) en 1957, Alepp en 1960, Mohamed V (Maroc) 1957 et Tunis en 1960.

La quatrième strate, dans les années soixante-dix, correspond à la formation de cadres techniques pour le développement : dans tous les pays sont érigés des universités et des instituts de formation technologique, des écoles d'ingénieurs, des centres de recherches en agronomie, en biotechnologie, en génie mécanique, électricité, électronique etc... C'est le cas de la Minufiya en Egypte, de Boumerdes en Algérie, de l'université de technologie à Bagdad.

La cinquième strate, démarre dans les années quatre-vingt et se caractérise par deux dimensions : les institutions créées sont plutôt privées, elles s'orientent de préférence dans les sciences du management, du commerce, des finances. Certaines sont importantes comme Must en Egypte ou Al Akhawayne au Maroc, d'autres plus modestes, mais bien plus nombreuses et souvent de petite taille. Un nouveau marché est en train de se créer, alimenté par l'asphyxie des grandes universités et la médiocrité de leur enseignement, mais aussi par la nouvelle stratégie des classes moyennes-supérieures qui n'ont pas les moyens d'inscrire leurs

³ Les fondateurs de l'université du Caire sont de grands intellectuels "nationalistes" comme Mustafa Kamel, Zaghoul Saad, Lutfi Assayed Ahmed, Taha Husein, qui sera le premier recteur de l'université d'Alexandrie en 1944.

enfants dans les universités étrangères mais peuvent investir une partie de leur épargne pour sauver leurs enfants.

Ces différentes strates ne sont pas séparées les unes des autres ; elles se superposent comme des couches géologiques dans un continuum entrecoupé de ruptures dont l'intensité varie d'ailleurs avec les disciplines : le Fiqh ou les mathématiques, la philosophie ou l'histoire présentent des séquences particulières. Mais aussi les institutions : Al Azhar a absorbé les sciences modernes (médecine, sciences exactes...) sans renier l'héritage ancien à la différence d'Al Karawouine ; l'université d'Alger a rejeté, après l'indépendance en 1962, une grande partie de l'héritage colonial en sciences humaines et sociales⁴ mais a maintenu et continué les sciences exactes ; Ez Zitouna, à Tunis a été fermée par Bourguiba⁵. Mais partout, le fil, tenu ou fort, qui lie les différentes strates les unes aux autres n'est jamais rompu.

Elles forment une histoire particulière à chaque discipline, à chaque institution mais aussi au pays dans son ensemble. Et c'est à travers elles qu'on peut reconstituer l'histoire universitaire et scientifique du monde arabe car elles composent la trame institutionnelle à partir de laquelle seront produits, enseignés et diffusés les savoirs relatifs à chacune d'entre elles⁶. D'un autre côté, on pourra aussi observer, à la condition d'effectuer des enquêtes socio-historiques fines et précises, les "ethos"⁷, les normes et valeurs particulières à chacune, et en croisant les premiers aux seconds, reconstruire les conditions cognitives et sociales spécifiques dans lesquelles ont vécu et travaillé les scientifiques et les universitaires de chaque période. Bien entendu, il ne s'agit aucunement ici d'un exercice mécanique, d'autant plus que ces strates s'emboîtent les unes dans les autres, les premières léguant à celles qui les suivent, des savoirs mais aussi des valeurs qui seront selon le cas, reprises ou au contraire critiquées et rejetées.

⁴ On y a même interdit pendant une dizaine d'années la pratique de l'anthropologie considérée comme une science coloniale.

⁵ Bourguiba considérait les enseignements d'Ez Zitouna comme traditionalistes et obscurantistes.

⁶ Phénomène similaire en Amérique latine dans la même période.

⁷ Les milieux scientifiques constituent des unités de travail particulières dans la mesure où cette activité peut être valorisée de plusieurs manières : le diplôme et donc le statut, mais à la condition que l'un et l'autre aient une légitimité sociale ; la reconnaissance par "les pairs" qui accompagne l'un et l'autre mais à la condition que le milieu en question constitue une véritable "communauté" avec ses valeurs propres, ses sanctions et ses récompenses ; l'argent enfin, mais à la condition qu'il ne détruise pas les autres valeurs.

Là aussi, il nous faudra analyser les formes de rupture ou de continuité selon les disciplines et les institutions révélatrices des conflits intergénérationnels qui marquent souvent l'histoire des sciences.

Il nous faudra pourtant distinguer deux grands champs scientifiques qui présentent du point de vue historique, deux profils différents : celui des sciences exactes et plus récemment des technologies, y compris les "nouvelles technologies", et celui des sciences sociales et humaines. Les premières ont été globalement importées, après leur effondrement au 15^{ème} siècle, par les colonisateurs français, anglais et italien à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle avec l'érection des premières universités modernes à Alger, au Caire et à Damas⁸. Ce fut le cas de la médecine, de l'agronomie, des sciences exactes et plus tardivement des sciences de l'ingénieur. Leur "greffe" n'a pas posé de grands problèmes sauf peut-être pour la médecine de soins⁹ et partout elles furent assimilées à la modernité. Il en a été tout autrement des sciences humaines et sociales en particulier en Droit, en Histoire et en Philosophie. Dans ces disciplines, les premiers scientifiques "indigènes", même dominés, refusèrent de s'inscrire, totalement du moins, dans la vision occidentale et de ses programmes d'enseignement et de recherches portés par les paradigmes du droit positif, de la périodisation européenne de l'histoire ou de l'héritage grec en philosophie.

Cette allure différente des deux champs se maintiendra tout au long de la période moderne - la deuxième strate - avec des séquences différentes selon les pays, les institutions, les disciplines. Alors qu'Al Azhar rejette totalement le droit positif, l'université du Caire négocie des compromis en réservant "la sharia" au statut personnel mais en ouvrant au premier les autres segments, droit international, droit commercial etc... Paradoxalement, les différences s'atténuent durant la période nationaliste - la troisième strate - et la sortie de la domination coloniale avec l'introduction de nouvelles disciplines comme la sociologie, l'économie ou la psychologie. Certes, on rejette avec force l'histoire coloniale, mais on accepte le positivisme des nouvelles disciplines comme allant de soi : les premiers sociologues sont durkheimiens ou parsoniens, les premiers psychologues se réclament du "behaviourisme" ou de la psychologie génétique, les premiers économistes sont "libéraux" ou marxistes. Cette allure techno-scientiste si l'on peut dire, se maintiendra tout au long de la courte période développementaliste -une vingtaine d'années- qui correspond à notre quatrième strate. La notion

⁸ L'expédition de Bonaparte en Egypte inaugure cette nouvelle période.

⁹ Cf. L'excellent ouvrage de Turin, Yvonne, *affrontements culturels dans l'Algérie coloniale*, Paris, Maspero.

de développement traverse alors toutes les disciplines de SHS et s'emboîte parfaitement avec la multiplication des universités technologiques. Les deux champs semblent converger vers un même objectif, celui du décrochage économique et social, du "rattrapage" des pays occidentaux.

Avec l'échec du projet développementaliste, les grands événements (révolution iranienne et effondrement du camp socialiste) et les drames qui mettent à néant les espoirs accumulés tout au long de ce siècle, la guerre civile au Liban, la guerre Irak-Iran, et plus tard la guerre du Golfe, l'Intifadah palestinienne, la guerre civile en Algérie, les deux champs divergent de nouveau. Alors que les sciences sociales se redéployent sur les lignes de l'identité, de la spécificité, de la différence, les disciplines du deuxième champ s'accrochent au contraire avec force aux programmes d'enseignement et de recherches des pays du Nord : informatique, NTIC, biotechnologie, économétrie, management sont les nouveaux labels des universités et centres de recherches qui s'érigent un peu partout dans les pays arabes. C'est dans les pays du Golfe que nous trouvons cette configuration si particulière, ce modèle "dualiste" que certains analystes, comme Daryush Shayegan¹⁰ définissent comme le fondement d'une sorte de "schizophrénie collective". Depuis quelques années, mondialisation oblige, nous assistons à un effet de "feedback", de réaction en retour avec la formation, parallèlement aux filières classiques des SHS, de nouveaux enseignements et recherches plus "en phase" avec les courants contemporains. Pour l'heure, ces nouveaux espaces se situent sur les marges des grandes institutions universitaires, dans les ONG internationales ou autour des centres et fondations étrangers dédiés à la recherche en SHS. L'exemple le plus médiatisé est le rapport annuel du PNUD sur le monde arabe qui propose des informations, en particulier statistiques, inaccessibles par ailleurs, sur les différents pays arabes, mais aussi des comparaisons internationales instructives et enfin et surtout, de nouvelles méthodes d'analyse (l'IDHA par exemple) et de nouvelles notions construites à cet effet par les analystes de la Banque Mondiale et d'autres organisations internationales. On pourrait assister, ce n'est là qu'une simple hypothèse de travail, à un dédoublement du champ arabe des SHS : le premier regroupant les disciplines traditionnelles et porté par les institutions d'enseignement et de recherches classiques, ces grandes universités victimes de leur taille et

¹⁰ Shayegan, Daryush, *Le Regard mutilé*, Paris, Ed.de l'Aube. " Nous, écrit l'auteur, gens de la périphérie, vivons à l'heure des conflits entre les différents blocs de connaissance. Nous sommes pris dans la faille de mondes incompatibles qui se repoussent et se déforment mutuellement".

donc de leur inertie¹¹ le second porté par des institutions plus légères et fonctionnant à la demande des institutions internationales de recherches, à la frontière donc de l'académisme et de l'expertise. Ce serait ici, un effet de la mondialisation en cours et de la diffusion, par le biais des organisations non gouvernementales d'un nouveau "style" de recherches en sciences sociales.

Quoiqu'il en soit, il apparaît bien que les deux champs sont liés selon des dynamiques de convergence ou de divergence qui varient avec les périodes mais dont l'analyse est tout à fait nécessaire pour comprendre les postures et les paradigmes de recherche des uns et des autres. S'il apparaît que le champ des sciences dites exactes et des technologies soit dans son évolution plus linéaire, celui des sciences sociales et humaines plus heurté, tourmenté, c'est que le second est dans une relation de proximité plus étroite avec les autres domaines de la vie sociale et culturelle, influencé et influençant les normes et valeurs de la société dans son ensemble.

Postures et méthodes

L'académique

Lors de la création des premières universités durant la période coloniale, les premiers scientifiques venaient tous de l'aristocratie locale dominante et plus tard de la nouvelle bourgeoisie d'affaires. En petit nombre, éduqués à l'anglaise ou à la française selon les pays, ils adoptèrent les valeurs dominantes du moment, ce qui signifiait ici, académisme, respect de la hiérarchie professorale, élitisme, apolitisme relatif. Débarrassés de tout souci économique, du fait de l'aisance financière des parents, ils étaient portés dans leur travail, par une "vocation", une ambition de savants et recherchaient avant tout la "reconnaissance" de leurs pairs et de leurs "maîtres" dans la discipline qu'ils avaient choisie : droit, philosophie, lettres, histoire. Objectivité, neutralité scientifique, rigueur dans la recherche de la preuve, constituaient les valeurs devant guider leurs recherches. Leur bouc émissaire était alors "Al Azhari", ce savant traditionnel et stérile qui ne faisait que répéter ce que la tradition avait laissé en termes de savoirs et de connaissances. Mais leur petit nombre, du fait de la sélection rigoureuse à l'entrée opérée par les maîtres ne leur permettait pas d'avoir une influence notable sur l'évolution de la société. Les controverses entre

¹¹ La moyenne en effectif d'étudiants des grandes universités des pays arabes est de 40 000. Certaines ont plus de 80000, voir 100 000 étudiants, ce qui pose un redoutable problème d'organisation des enseignements, de pédagogie, d'évaluation et bien entendu de recherches.

les uns et les autres se retrouvent, selon le même schéma, avec des intensités différentes, dans beaucoup de pays de la région arabe¹². C'est surtout en Egypte que cette activité intellectuelle sera la plus longue et la plus profonde et marquera, jusqu'à aujourd'hui le mouvement des idées dans le monde arabe. C'est à partir des années quarante, avec la deuxième guerre mondiale que des promotions plus importantes de scientifiques de cette catégorie commencèrent à se constituer, en Egypte, au Liban, en Algérie et en Syrie. Ils formèrent les premières générations de "social scientists" du monde arabe comme Constantine Zoreik, Ali Al Ouerdi, Abderrahmane Al Badawi, Mohamed Talbi, Mustapha Lacheraf, etc... Les événements s'accéléraient avec la montée des mouvements nationalistes, les nouvelles promotions d'académiques grossissaient en nombre mais aussi se rapprochaient progressivement des attentes de leur peuple, des revendications des élites politiques. Les académiques devinrent des engagés ; on les accusera plus tard d'idéologies.

L'engagé

La figure de l'universitaire engagé est d'abord étroitement imbriquée au nationalisme. Fils de notable comme Edward Saïd¹³, Leila Fawaz¹⁴, Mustapha Lacheraf¹⁵ leur métamorphose est toujours lente, douloureuse, parce que portée par une prise de conscience progressive de leur différence et de leur appartenance à une communauté dominée. Elle est souvent accompagnée d'un vague sentiment de culpabilité qui aiguïsera dans certains cas, comme pour Lacheraf ou Saïd, leur esprit critique à l'endroit des "sciences occidentales", colonialistes ou impérialistes. Mais leur engagement restera toujours contenu dans les contraintes imposées par la discipline et leur permettra de concilier les valeurs du savant avec celles du politique. Avec les Indépendances et les premières dérives des nouvelles élites dirigeantes, une grande partie des académiques basculera franchement dans l'opposition aux nouveaux dirigeants de leurs pays. Le marxisme, sous ses différentes formes partisans mais aussi disciplinaires, critique littéraire, philosophie, économie, sociologie, histoire et sciences politiques entre de plein pied dans le champ universitaire arabe, la posture purement académique est franchement dévalorisée, soupçonnée

¹² L'historien marocain Laroui, Abdellah, a décrit avec beaucoup de finesse cette opposition entre "le clerc et le moderniste". Cf. *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, Maspero, 1972.

¹³ Saïd, Edward a laissé avant de mourir une autobiographie très significative de cette évolution : *"Out of Place"*. Routledge. 2003

¹⁴ Cette historienne, actuellement aux USA a écrit un court essai biographique très intéressant sur son itinéraire : *"Swimming against the tide : personal passions and academic fashions"*. Middle East Studies. V.12. No 1, Été 98.

¹⁵ Lacheraf, Mustapha, *Lieux et mémoires*, Alger, Casbah éditions, 2001.

souvent de trahison. Beaucoup de chercheurs engagés deviennent des militants et payeront cher leur engagement. Prisons, tortures, assassinats parfois, exils souvent, vont transformer les campus de l'Université du Caire, d'Alger ou de Bagdad, de Rabat ou de Tunis en camps retranchés de l'opposition politique. En sciences sociales, l'engagement doit accompagner la science, Pour les plus brillants, cette redoutable équation ne freine pas la recherche scientifique : Samir Amin, Anouar Abdel Malek, Hassan Hamdan, Mohamed Harbi, Abdellatif Laabi et beaucoup d'autres réalisent des travaux mondialement reconnus mais il est difficile de faire école quand les politiques surveillent étroitement l'enseignement et la recherche, et quand les nouveaux étudiants, arrivant cette fois ci en masse du fait de la démocratisation, n'ont plus les mêmes motivations¹⁶.

Il faut noter que, durant les premières décennies qui ont suivi les indépendances, deux phénomènes importants sont apparus : les sciences sociales sont considérées par les pouvoirs politiques en place comme "dangereuses" et en conséquence mises sous surveillance, les efforts des Etats vont s'orienter sur les filières technologiques et les écoles d'ingénieurs censées fournir une main d'oeuvre qualifiée aux programmes de développement mis en oeuvre. Les taux d'encadrement diminuent, les équipements nécessaires à l'enseignement et à la recherche ne sont pas renouvelés, les revenus des enseignants, nombreux et d'origine populaires ne suffisent plus à assurer à leurs familles une vie décente. Les universités se clochardisent¹⁷. Un nombre important d'universitaires, émigrent vers les pays du Golfe qui construisent, à la même période leurs universités, les taux d'encadrement et les programmes de recherches fléchissent fortement. Mais cette mobilité est différente de "l'exil" volontaire ou forcé de la précédente génération. C'est une émigration économique et les chercheurs enseignants qui partent n'en attendent rien d'autre qu'une compensation économique. Les sciences sociales se fonctionnalisent, l'activité recherche est pratiquement abandonnée au profit de l'enseignement¹⁸. Dans les

¹⁶ Les données à notre disposition indiquent une montée vertigineuse du nombre d'étudiants durant les dernières décennies. Un taux de croissance de 9% pour la majorité des pays va faire basculer rapidement des universités prévues pour des élites à des masses de futurs diplômés pour lesquels aucun débouché professionnel n'a été prévu.

¹⁷ Actuellement, le salaire d'un professeur varie de 1500 euros/mois au Liban à 250 en Syrie, 300 en Egypte et en Algérie, 800 en Tunisie, 1000 au Maroc. Beaucoup d'entre eux sont obligés, pour subvenir à leurs besoins, d'avoir plusieurs occupations dont certaines totalement éloignées de leur métier : chauffeurs, petits commerçants etc...

¹⁸ La valorisation scientifique, la plus importante pour un chercheur, est faible sinon nulle pour les universitaires émigrés dans les pays du Golfe, à la différence de leurs collègues qui sont partis en Europe et aux USA. Les contraintes de champ, pour citer Bourdieu pèsent peu dans le premier et, à avec le temps, certains brillants chercheurs vont se transformer en

universités de départ, les valeurs de l'académisme sont cette fois érodées par les conditions professionnelles et surtout les conditions de vie qui se détériorent rapidement. Mais une nouvelle figure de l'engagement fait son apparition, très différente de la précédente. Alors que la gauche marxisante des premières décennies venait principalement des classes moyennes et parfois même de la bourgeoisie, les nouveaux engagés, militants étudiants ou enseignants sont dans leur majorité d'origine populaire, ou de la petite bourgeoisie déclassée par la régression économique. Ils s'orientent alors vers l'islamisme, à la fois comme posture cognitive¹⁹ mais aussi comme militance politique²⁰. Les campus des universités repassent sous surveillance policière, les sciences sociales redeviennent des disciplines subversives mais les objets, les terrains et les problématiques sont aussi fortement influencés par les nouveaux courants : en Droit surtout, mais aussi en Histoire, en Philosophie, en Anthropologie.

Le consultant

Cette figure du chercheur en sciences sociales est apparue relativement tard dans les pays arabes. Elle a été favorisée par la dégradation de la condition universitaire mais surtout par l'ouverture économique et politique des pays arabes à la suite des pressions extérieures. Les ONG ont fait leur apparition et constituent rapidement un nouveau marché pour la recherche en sciences. La Banque Mondiale, l'Union Européenne, les agences de l'ONU mais aussi les grandes fondations occidentales proposent des contrats, à partir d'objets, de terrains et de problématiques qu'elles définissent elles-mêmes. Des

vulgarisateurs, notamment avec l'apparition de grands quotidiens arabes comme Al Hayat ou Esharq Al Awsat et plus tard les nouvelles chaînes de télévision. Les pays du Maghreb n'ont pas ou peu connu cette émigration de masse vers le Golfe, d'où une plus grande réserve à l'égard de ce nouveau style de valorisation, par la "doxa", du savoir. La controverse qui a opposé en son temps, le philosophe marocain Al Jabiri à son collègue égyptien Hassan Hanafi est ici tout à fait significative. Ce glissement, hors du champ scientifique, vers la grande vulgarisation a aussi ses effets sur les formes nouvelles de valorisation : pour publier, on préférera la légèreté de l'essai à la lourdeur du gros oeuvre, les pages des grands journaux à celles des revues de spécialistes, les vastes colloques à de petits séminaires.

¹⁹ Des philosophes de la stature de Hassan Hanafi se reconvertissent à la nouvelle école, des économistes, des juristes, des politologues les suivent. Les terrains de recherche et les paradigmes changent : mouvements islamistes, hijab, communautés et civilisations prennent la place des "classes" et des systèmes socio-économiques, le culturalisme détrône le matérialisme historique et ses notions d'idéologie et d'aliénation. Paradoxalement, c'est à ce moment que les approches américaines sont le plus sollicitées : Parsons, Merton, Eisenstadt et surtout les post-modernistes.

²⁰ En Egypte, la majorité dans les syndicats d'étudiants, de juristes, d'avocats, d'ingénieurs est tenue par les courants islamistes et un peu partout des associations estudiantines ou professionnelles adoptant le même profil se multiplient.

notions comme "la pauvreté", "le genre", " la gouvernance", " le secteur informel", " la violence", "le développement durable", "l'économie des savoirs" se substituent à ceux devenus désuets de "développement", de "classes sociales", "d'idéologies". De nouvelles méthodes sont mises en oeuvre : les indicateurs quantitatifs sont privilégiés, l'informatique, Internet, l'économétrie, le sondage sont préférés aux vieilles méthodes de l'enquête : observation, entretiens, analyses reposant sur une problématique théorique rigoureuse. Les méthodes, les objets, les terrains changent mais aussi, les disciplines se reclassent : exit les vieilles et nobles filières de la philosophie, de l'histoire, de l'Economie générale qui intéressent peu les donateurs étrangers ; l'économétrie, la psychologie, la géographie humaine et urbaine, l'anthropologie culturelle se repositionnent positivement²¹.

Ce nouveau genre se développe sur les marges des universités mais avec la coopération d'universitaires reconnus, qui diminuent leurs activités proprement académiques (enseignement et directions de recherches) au profit de cette nouvelle activité. Un contrat peut en effet rapporter en quelques mois, le salaire d'une année, une diffusion internationale du travail et donc aussi la possibilité de contracter un autre marché. La reconnaissance académique n'est plus le critère privilégié de la réussite universitaire.

Les "académiques" comme les "engagés" sont ainsi contournés, sur leurs marges par l'irruption dans le champ des sciences sociales de cette nouvelle figure. Le mouvement en est encore à ses débuts, on ne peut à ce stade que poser quelques interrogations relatives à son avenir et à son influence future sur les contenus de l'enseignement et de la recherches en sciences sociales, l'académisme et ses valeurs, l'engagement et ses risques et plus généralement sur les notions de champ et de communauté scientifique.

Max Weber avait longtemps réfléchi sur les relations complexes entre "le savant et le politique". Une troisième figure se construit aujourd'hui, pas uniquement dans les pays arabes, celle du "consultant». Elle existe dans d'autres continents, en Amérique Latine, en Afrique, en Europe et aux USA. Mais dans ces deux continents, et dans une moindre mesure dans certains grands pays à forte tradition universitaire comme le Brésil, l'Argentine ou le Venezuela, l'Inde ou l'Afrique du Sud, le poids des

²¹ A l'université d'Alger, nous avons été surpris de découvrir qu'il y avait 18000 étudiants à la faculté de droit. Explication : avec le mouvement de privatisation qui s'étend à toutes les formes de propriété, le métier de notaire est très recherché...L'ancienne filière de droit international qui attirait les plus brillants étudiants dans les années soixante est aujourd'hui la moins servie.

valeurs universitaires continue d'agir sur les communautés scientifiques et donc aussi sur les critères d'évaluation de la recherche scientifique.

Pour l'heure, ces trois figures du chercheur en sciences sociales se retrouvent aujourd'hui dans tous les pays arabes, à travers les combinaisons les plus diverses selon les disciplines et les pays²². On peut même observer parfois chez un même chercheur, un mixage des différentes postures, académique et engagé, académique et consultant, ou même académique-engagé et consultant selon des dosages les plus divers²³.

Les espaces de la recherche

La recherche est une activité sociale et le chercheur qui la mène est inscrit dans une société avec ses contraintes, ses valeurs, ses normes, ses sanctions et ses compensations. Mais alors que pour beaucoup d'autres activités sociales, le critère déterminant reste le salaire ou la rémunération économique, la valorisation de l'activité scientifique obéit à des mécanismes plus complexes. Beaucoup de chercheurs, principalement en SHS vivent aujourd'hui dans des conditions socioéconomique très dures²⁴ ce qui a entraîné d'ailleurs un déclassement de la profession et une fuite de beaucoup d'entre eux vers d'autres secteurs ; mais d'autres restent et continuent leur métier. C'est de ceux là qu'il s'agit dans notre présentation. Comme leurs collègues d'autres régions du monde en l'Afrique, en Amérique Latine, en Asie ou même dans certains pays d'Europe²⁵, ils continuent de maintenir une activité scientifique dans leur discipline malgré la dégradation de leurs conditions de vie. C'est que pour tous, la valorisation de leur "métier" de chercheur comprend d'autres critères que le critère socio-économique "stricto-sensu", la notion de "réussite" ici, ne dépendant pas exclusivement du revenu mensuel²⁶.

²² On peut considérer ces notions comme des types idéaux au sens weberien du terme plus que comme des représentations "moyennes" aux sens d'une sociologie positiviste durkheimienne.

²³ Edouard Said, Yassine Sayid, Arkoun Mohamed, sont, comme un Bourdieu en France ou un Noam Chomsky aux USA, des exemples de l'académique- engagé.

²⁴ C'est le cas notamment en Egypte, en Algérie, en Syrie ou le salaire moyen d'un professeur à plein temps ne dépasse pas les 400 Euros/mois.

²⁵ Les salaires des universitaires européens présentent des écarts très importants selon les pays. En Angleterre ou en Italie, le salaire d'un professeur est l'équivalent d'un technicien supérieur, en France ou en Espagne, celui d'un cadre d'entreprise ; c'est en Allemagne qu'ils sont les mieux payés.

²⁶ Là aussi, la part plus ou moins grande du critère économique dépend des pays. Aux USA et depuis quelques années en GB, il occupe une place plus importante qu'en Europe et les stratégies des chercheurs s'orientent fortement en fonction de ce critère.

Quelles sont ces compensations et comment jouent-elles pour orienter les recherches en SHS dans les pays arabes ? Les lignes qui suivent ne sont pour l'instant que des pistes d'une recherche que nous venons de commencer et doivent donc être considérées comme des hypothèses de travail. Nous avons distingué trois formes de valorisation qui se chevauchent souvent et donnent à la recherche en SHS dans cette région du monde une plus grande complexité.

La communauté scientifique

Un historien, un sociologue, un philosophe, un juriste inscrit son activité dans un champ académique fortement hiérarchisé, scandé par des étapes (magister, PhD, publications dans des revues reconnues, chez des éditeurs prestigieux etc...). Il travaille sous le contrôle de "ses pairs" et mesure son degré de réussite principalement à leurs jugements. Son parcours professionnel est en principe entièrement inscrit dans la place qu'il occupe et occupera dans la discipline qui est la sienne et plus largement dans le champ couvert par la communauté scientifique à laquelle il appartient et qui, souvent va au-delà de l'espace national. La notion de communauté scientifique dépassant ici celle de l'université, du pays ou même de la région.

C'est le premier espace de la recherche scientifique et déjà de redoutables problèmes se posent.

Une communauté scientifique ne se crée pas par décret politique. Elle est le résultat d'un long processus intellectuel et institutionnel souvent tourmenté. Il a fallu des décennies pour que Durkheim impose la réalité de la discipline "sociologie" à l'université française, et encore aujourd'hui dans beaucoup d'universités européennes et américaines cette discipline est fondue dans l'ensemble "sciences sociales". Certaines disciplines sont encore aujourd'hui inclassables comme la démographie, la géographie, la psychanalyse et partout, l'ensemble sciences humaines et sociales est sujet en permanence à des recompositions nouvelles entraînant de nouvelles hiérarchies²⁷ et suscitant à son tour la reconfiguration des communautés scientifiques.

Pour les pays arabes, les universités modernes ont été au départ la création des nations dominantes (France, GB, USA...) et même après les indépendances, ces universités ont été contraintes de s'adapter, sous peine de dépérir, au mouvement mondial. Les contraintes du champ

²⁷ La biologie est imperceptiblement en train de devenir une science humaine etc... Quant à la philosophie, qui était au début du siècle "la mère des sciences humaines", elle est aujourd'hui le parent pauvre des facultés du même nom.

scientifique sont à la fois nationales mais aussi fortement internationales dans la mesure où les universités locales doivent suivre, même avec un temps de retard, les mouvements de recomposition des pays du Nord²⁸ qui obéissent à des dynamiques endogènes et ne sont donc pas nécessairement adaptables ici. Dans certains pays, notamment les pays du Maghreb, l'Égypte, Le Liban, et dans quelques disciplines la Syrie, certaines universités ont réussi à susciter des vocations de chercheurs et à construire des communautés scientifiques. La recension minutieuse des magisters et thèses soutenues dans le champ des sciences sociales au Liban de 1990 à 2000 donne une idée de la consistance de cette communauté et de son activité académique²⁹. Bien entendu, une analyse plus fine devrait aboutir à un repérage thématique plus précis qui nous permettrait d'évaluer les orientations principales de la recherche ainsi que les choix des chercheurs et de leurs directeurs de recherche³⁰.

La lecture des sous disciplines et des terrains concernés par ces recherches montre, en première lecture, une distribution tout à fait classique des centres d'intérêts avec quelques pics pour la sociologie politique, l'anthropologie sociale et le socio économie et du développement. Bizarrement, la sociologie des religions occupe une place minimale dans la thématique d'ensemble. Nous pensons retrouver la même structure pour les autres pays, à l'exception peut-être du Maroc où la sociologie a été interdite pendant les premières décennies de l'Indépendance.

Nous avons dit au début de ce paragraphe que l'espace arabe de la science est plus complexe à analyser que celui des pays européens. Le titre général de l'ouvrage édité par A. Beydoun ainsi que les différents articles qu'il contient insistent sur les liaisons à établir entre la recherche et les besoins de la société. Nous retrouvons ici, comme dans beaucoup d'autres universités arabes mais aussi des autres pays du Sud, cette revendication d'une science "utile" qui répond aux besoins de la société locale. Elle est selon nous, l'indice d'une volonté d'autonomie de la recherche nationale et le nécessité de sortir d'une dépendance scientifique vis-à-vis des universités des pays du Nord. Mais loin

²⁸ Il faudrait aussi tenir compte du degré de compétitivité entre les universités américaines et les universités locales au Liban et en Égypte et les fortes pressions des milieux francophones au Maghreb en relation avec les universités françaises.

²⁹ Voir Maroun, Ibrahim, "Le Liban à travers la sociologie universitaire" in *Les orientations en sciences sociales et les besoins de la société libanaise*, Beydoun Ahmad, Beyrouth, Ed., Unesco, 2002.

³⁰ Dans le cadre du projet ESTIME, des recensions analogues sont en train de se faire dans plusieurs pays arabes et nous pensons obtenir d'ici quelques années une idée fidèle de cette activité pour toute la région.

d'exprimer un désir de se déconnecter totalement de la communauté scientifique mondiale, elle nous paraît être au contraire le signe d'une profonde maturation de la communauté scientifique locale et de son désir de sortir d'un mimétisme appauvrissant. Bien entendu, cette conscience peut se pervertir et aboutir à des positions de repli sur soi-même que les nouvelles théories de certains campus américains telles que "l'éthnométhodologie" ou "la postmodernité" valident démagogiquement ; nous verrons plus loin à quelles dérives peut conduire cette attitude. Ce n'est évidemment pas le cas ici et la preuve nous est fournie par les nombres de thèses soutenues en France par les chercheurs arabes³¹.

Entre 1973 et 1987, 1584 thèses de 3^o cycle et d'Etat ont été soutenues dans les universités françaises par des chercheurs d'Algérie, de Tunisie et de Lybie ; 1411 pour la Mauritanie et le Maroc, 1648 par des chercheurs du Moyen-Orient et les pays du Golfe. Nous renvoyons à l'annexe 2 pour une présentation thématique de ces thèses pour trois pays : l'Algérie, Le Liban et l'Égypte de manière à donner au lecteur une idée de l'activité scientifique des chercheurs arabes dans les universités françaises.

Cette intense activité devrait être complétée par des données relatives au monde anglophone et nous permettrait d'avoir une vue générale des communautés scientifique arabe en SHS à travers sa double inscription nationale et mondiale (européenne et occidentale).

C'est en effet cette double inscription qui est la marque distinctive des "social scientists" des pays arabes et qui peut nous donner quelques pistes de recherches sur les stratégies poursuivies par des chercheurs ou des groupes de chercheurs des différents. On remarque en effet, que l'activité scientifique "à l'extérieur" est aussi intense, parfois plus intense qu'à l'intérieur, c'est-à-dire dans le pays, ce qui nous amène à penser qu'une carrière de recherche se joue ici dans cette double inscription, soit pour renforcer sa position locale dans l'université d'origine, soit pour continuer sa carrière à l'étranger. D'où aussi la nécessité -pour maintenir cette position "à cheval" entre deux champs- de valoriser son travail dans les deux parties et donc aussi par "les pairs" locaux et étrangers³².

Cette position, inconfortable semble être ici le prix à payer pour se maintenir à l'intérieur de la communauté des chercheurs et finir sa

³¹ In "Le monde arabe et musulman au miroir de l'Université française". Répertoire de thèses en *Sciences de l'Homme et de la Société* soutenues entre 1973-1987, Aix en Provence, IREMAM, 1990.

³² Un sociologue français n'a besoin, de fait, que de la reconnaissance de ses "pairs" en France, secondairement de l'étranger. Idem pour un scholar allemand ou anglais.

carrière comme tel. Mais d'autres stratégies sont possibles que nous aborderons rapidement.

L'espace arabe

Comme nous l'avons indiqué, les pays arabes malgré la communauté de langues et de centres d'intérêts, n'ont pas pu ou voulu créer un champ arabe pour les recherches scientifiques, qu'elles soit d'ailleurs humaines et sociales ou exactes et technologiques. Les relations institutionnelles entre les différentes universités de s différents pays sont réduites au minimum diplomatique et les échanges entre étudiants, enseignants et chercheurs très faibles. Ce sont dans bien des cas des associations professionnelles comme celles des économistes, des politologues, des sociologues etc... ou des centres para-académiques comme Le Centre des études pour l'Unité arabe de Beyrouth³³, ou la fondation Abdul Aziz Saoud à Casablanca³⁴ ou encore certaines fondations étrangères comme la Fondation Ford ou des centres français comme l'IRMC en Tunisie, Le Centre Jacques Berque au Maroc, le CEDEJ au Caire, le Cermoc (devenu IFPO) au Moyen Orient qui ont rendu possible des rencontres transversales régionales. Ceci est le premier niveau d'ouverture, le plus intéressant pour une analyse de l'émergence d'une communauté scientifique arabe, c'est-à-dire régionale.

Mais l'ouverture des chercheurs arabes des différents pays à la région dans son ensemble, le croisement des recherches et la formation d'une communauté scientifique régionale restait quasiment impossible sans l'action institutionnelle des Etats et des Académies d'Etat. Ce sont donc des initiatives individuelles, des institutions étrangères, des associations qui ont construit les premiers liens. Mais ces liens, fragiles, aléatoires ne pouvaient pas se substituer à une organisation instituée devant fournir une assise à l'émergence d'une communauté scientifique arabe. Celle-ci inexistante, le passage d'un champ national déjà fragile (Egypte, Liban, Tunisie, Maroc etc...) à la région dans son ensemble ne pouvait pas être assuré par des mécanismes, des critères, des normes que seule une communauté scientifique à cette échelle, pouvait ébaucher. Le passage se fit donc dans le désordre et s'il permit aux différentes communautés scientifiques nationales de mieux se connaître, il a généré aussi beaucoup de désillusions.

³³ Ce centre publie une revue trimestrielle, organise des colloques et édite des ouvrages qui couvrent la majorité des pays arabes.

³⁴ Cette fondation a créé un important centre documentation, publie une revue trimestrielle et abrite des séminaires et des colloques scientifiques tout au long de l'année.

Opéré à travers des maisons d'éditions qui n'avaient pas de comités de lecture spécialisés, et qui souvent cherchaient un profit immédiat, il favorisa un affaissement du niveau scientifique des travaux et rendit inutile le jugement des pairs. Les grands tirages suffisaient aux éditeurs pour fixer leur politique éditoriale. Des chercheurs de renom succombèrent à cette valorisation "par la doxa", gagnant sur les deux tableaux : la compensation économique et la reconnaissance, non par les philosophes si on est philosophe, ou les historiens si on pratique l'histoire, mais par la multitude de lecteurs anonymes que le marché arabe fournissait en quantité³⁵. L'édition de masse favorisa ensuite un nouveau style d'ouvrage, "l'essai", plus aisé à rédiger, plus facile à lire, plus rapide à réaliser.

Quand les grands médias s'en mêlèrent, le tour était complet. De grands quotidiens arabes à diffusion régionale se mirent de la partie et les pages du jeudi ou du vendredi accueillirent et débauchèrent ainsi des chercheurs de qualité qui devinrent des publicistes bientôt des commentateurs des nouvelles chaînes de TV régionales³⁶.

Un espace arabe se constitua ainsi mais fortement déconnecté de l'éthos d'une communauté scientifique consistante. On le remarque en particulier à partir des thèmes favorisés de ces interventions publiques par l'édition, la presse ou la TV : identité, conflits des civilisations, enjeux géopolitiques, sont les plus sollicités. Une partie des chercheurs parfois très brillants délaissent ainsi des carrières scientifiques trop

³⁵ Il faut noter que ce mouvement n'est pas propre au monde arabe, même s'il est plus fort, plus intense ici. Aux USA, il est déjà ancien, en GB il date de la réforme des universités opérée par le gouvernement de Margaret Thatcher et qui obligeait les scientifiques à intervenir souvent dans les médias écrits et télévisuels. En France, il a mis en exergue notamment des philosophes de seconde main, des politologues, des économistes qui bavardent et écrivent continuellement des essais, alimentent les rubriques culturelles des grands journaux, des grandes stations de radio : Levy B.H., Finkelkraut A., Adler A., Minc A., etc..

³⁶ Le champ des sciences sociales, note Bourdieu, est dans une situation très différente des autres champs scientifiques : du fait qu'il a pour objet le monde social et qu'il prétend à en produire une représentation scientifique, chacun des spécialistes y est en concurrence non seulement avec les autres savants, mais aussi avec les professionnels de la production symbolique (écrivains hommes politiques, journalistes) et, plus largement, avec tous les agents sociaux qui, avec des forces symboliques et des succès très inégaux, travaillent à imposer leur vision du monde... Ainsi du point de vue du degré d'autonomie à l'égard des pouvoirs externes, publics ou privés, la science sociale se situe à mi-chemin entre deux limites : d'un côté, les champs scientifiques les plus purs comme les mathématiques, où les producteurs n'ont d'autres clients possibles que leurs concurrents... de l'autre, les champs politiques ou religieux, ou encore journalistiques, où le jugement des spécialistes est de plus en plus souvent soumis au verdict du nombre sous toutes ses formes, plébiscite, sondage, chiffres de vente ou audimat et qui accordent aux profanes le pouvoir de choisir entre des produits qu'ils ne sont pas en mesure d'évaluer. P. Bourdieu. "Le pouvoir de science" in *ARSS*, N° 106-107. Mars 1995, p.5.

contraignantes et peu rentables, pour une activité "grand public" aux compensations matérielles et symboliques plus avantageuses³⁷. Le troisième niveau de l'ouverture régionale et celui de l'immense marché d'enseignants occasionné par l'érection d'universités dans les pays du Golfe. Beaucoup d'universitaires du Moyen Orient, d'Égypte, du Liban, de palestiniens émigrèrent pour des taches d'enseignants bien rémunérées mais sans perspectives de carrières dans la recherche encore inexistante. Ils ont ainsi contribué, par leurs départs à appauvrir les communautés scientifiques locales émergentes³⁸.

La globalisation

L'activité scientifique n'a pas attendu que les institutions de Bretton Woods organisent la globalisation pour se déployer au delà des empires et des nations. Des champs scientifiques internationaux ont existé depuis le temps les plus reculés parce que la rationalité qui normait les échanges entre les savants et les chercheurs était partagée par tous. Thomas d'Acquin était un disciple d'Ibn Roshd et l'algèbre ou la roue ou encore la circulation sanguine ne sont pas restés la propriété des arabes, des chinois ou des persans. La notion de "communauté scientifique" que nous avons adoptée dès le début de notre propos est par définition "trans-ethnique".

Ce qui se passe aujourd'hui à travers la notion de "globalisation-mondialisation", en particulier au niveau des savoirs, notamment en sciences humaines et sociales, est un processus nouveau. Des institutions transnationales comme la Banque Mondiale, les agences de l'ONU, des Fondations aux capacités financières et matérielles gigantesques, dotées de technologies organisationnelles, de communication et d'information impressionnantes se présentent aujourd'hui comme des centres mondiaux de savoirs, des universités "globales" si l'on peut dire et proposent des méthodes, des paradigmes, des programmes de recherches identiques à toutes les communautés scientifiques nationales. Mais ces modèles "mondialisés" sont moins le résultat "d'une confrontation universelle" entre les membres de la communauté scientifique reconnus comme tels, que le "working consensus" d'une orthodoxie fondée sur

³⁷ Ce phénomène est bien plus important au Moyen Orient qu'au Maghreb. Notre hypothèse est que les universités maghrébines ont relativement maintenu un niveau de contraintes académiques fortes et qui ont ralenti ce passage, la deuxième hypothèse est l'existence d'un marché de lecteurs potentiel plus réduit

³⁸ Les émigrés dans les pays du Golfe ne sont pas dans la même position que ceux partis en Europe pour continuer leurs recherches. Les seconds se sont enrichis individuellement et peuvent contribuer à enrichir leurs groupes d'origines par les nouveaux savoirs acquis dans les universités européennes, les seconds avaient souvent décroché de leurs recherches.

des rapports de forces où l'argument de la rationalité reste faible relativement à ceux de la puissance financière, organisationnelle et finalement politique de ces institutions internationales. Ce que certains chercheurs ont appelé "le consensus de Washington"³⁹ s'impose moins par ses capacités proprement scientifiques de persuasion que par les moyens matériels et financiers déployés pour obtenir le soutien des chercheurs en quête de projets.

On peut d'ailleurs remarquer que ce processus de mondialisation commence au départ par les pays les plus durement touchés par les crises économiques et politiques qui ont entraîné un assèchement des budgets alloués à la recherche scientifique et aux universités : l'Afrique, le Monde arabe, l'Amérique latine, les pays d'Asie du sud. C'est en effet dans ces régions du monde que le système éducatif et universitaire a le plus souffert des Politiques d'Ajustement Structurel⁴⁰ entraînant l'asphyxie des programmes de recherches nationaux, en particulier en sciences humaines et sociales. Les nouveaux programmes proposés par les institutions internationales n'ont pas de mal à s'imposer et progressivement à se substituer aux projets de recherches endogènes. Le paradigme est, à quelques adaptations locales près le même : développement durable, pauvreté, gouvernance, droits de l'homme, démocratie, genre, société et économie des savoirs, NTIC...chacune des notions entraînant à son tour tout un programme avec ses méthodes, surtout quantitatives, ses indicateurs, ses préconisations, car la science reste ici normative, ses conclusions souvent axiologiques.

Chose remarquable, le processus n'est pas uniforme : dans les pays, comme en Amérique Latine, ou en Inde, où les communautés scientifiques restent fortes, adossées à des universités solides et soutenues par les Etats, l'action "épistémologique" de ces modèles reste contenue et se développe en quelque sorte sur les marges du champ académique proprement dit⁴¹ ; elle est par contre plus importante et plus

³⁹ Voir notamment le travail de Yves Dezalay, sur les carrières des "think tanks" dans les institutions de Bretton Woods et les grandes universités américaines. ARRS. N° 100. Janvier 2000.

⁴⁰ Lors d'une enquête réalisée pour douze pays africains sur l'état des sciences, on a remarqué que plus de la moitié des chercheurs de haut niveau formés depuis les indépendances, ont quitté le pays. Des pays importants comme le Nigeria, qui avait une communauté scientifique mondialement reconnue se sont effondrés, la plupart des autres à l'exception de l'Afrique du Sud et des pays du Maghreb, n'ont plus les moyens de financer leurs programmes de recherches et sont de facto, soumis aux injonctions des bailleurs de fonds étrangers.

⁴¹ Voir à ce sujet l'excellent article de Rita Loureiro Maria : " L'ascension des économistes au Brésil". ARSS. N°108. Juin 1995. L'auteur dresse un tableau très intéressant de la place des économistes dans le système universitaire et le système politique en la comparant à celle des sociologues.

profonde dans les pays africains. Dans les pays arabes, on peut remarquer (et cela reste évidemment à prouver empiriquement) qu'elle plus forte au Moyen Orient qu'au Maghreb⁴². Peut-être cela est-il dû à la présence plus importante d'ONG de recherches dans le premier groupe, alors que dans le second, le mouvement en est encore à ses débuts.

Quoiqu'il en soit, enclave marginale ou segment important du champ scientifique arabe, la formation de ce nouvel espace pose des problèmes très intéressants à l'analyse : quelle place occupe-t-il dans les pays concernés ? Quels terrains et quelles disciplines sont les plus sollicités ? Quelles relations entretient-il avec la communauté universitaire et quels effets d'entraînement a-t-il sur ses membres, sur les programmes de recherches académiques ? Mais aussi sur les projets de thèses et de masters, sur les cursus d'enseignement, des méthodes, des problématiques et des thèmes particuliers à ce paradigme.

Conclusion

Les sciences sociales et humaines dans les pays arabes traversent aujourd'hui une période de profondes transformations dont on ne peut prévoir l'issue. Par contre, on peut observer et analyser les lignes de forces de ces transformations en les liant à la fois aux traditions scientifiques et académiques accumulées par les grandes universités de ces pays, aux recompositions qui ont cours dans les champs scientifiques des autres régions du monde, et enfin aux évolutions politiques, économiques et sociales des pays arabes eux-mêmes.

Parmi les grands enjeux de cette période, deux nous paraissent importants : maintenir la recherche scientifique dans le cadre des logiques académiques et universitaires et donc aussi renforcer et consolider les systèmes universitaires ; construire un espace arabe pour ces sciences de manière à atteindre "une masse critique" au sein de laquelle les recherches peuvent déployer leurs forces comparatives et entrer, à parité dans le champ mondial de "la confrontation universelle" avec évidemment pour seules armes, les instruments de la science.

⁴² Un indice : les rapports du PNUD sur le monde arabe ont eu des effets sur les scientifiques et l'opinion publique bien plus importants au Moyen Orient qu'au Maghreb où ils sont restés pratiquement inaperçus.